

L. KLINKENBERG,
La Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique

—
Note

Session 2023-2024
Documents parlementaires : 361 (2023-2024) n° 1 Projet de décret
361 (2023-2024) n° 2 Texte adopté en séance plénière
Compte rendu intégral : 6 mai 2024 - n° 73 Discussion et vote

—
MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2024/203041]

6 MEI 2024. — Décret houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 19 april 2024 tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
Enig artikel - Instemming wordt verleend met het Samenwerkingsakkoord van 19 april 2024 tussen de Federale Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg.

O. PAASCH,
De Minister-President, Minister van Lokale Besturen en Financiën

A. ANTONIADIS,
De Viceminister-President, Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

I. WEYKMANS,
De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media

L. KLINKENBERG,
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024
Parlementaire stukken: 361 (2023-2024) Nr. 1 Ontwerp van decreet
361 (2023-2024) Nr. 2 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering
Integraal verslag: 6 mei 2024 - Nr. 73 Bespreking en stemming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203223]

11 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. À l'article 2 du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots " contrat de formation-insertion " sont remplacés par " plan de formation-insertion ";

b) au 3°, les mots " visé par l'article 79 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage " sont remplacés par les mots " instituées en vertu de l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ";

c) au 4°, les mots " contrat formation-insertion ou C.F.I. " sont remplacés par " plan de formation-insertion ou P.F.I. ";

d) le 6° est remplacé par ce qui suit :

" 6° le programme de formation : l'annexe au plan de formation-insertion qui en fait partie intégrante et qui comprend les mentions minimales suivantes :

a) la description de l'activité professionnelle exercée chez l'employeur;

b) le nom du ou des tuteurs chargés du suivi et de l'accompagnement du stagiaire;

c) les objectifs de formation construits entre l'employeur et leFOREm listant les activités propres à l'activité professionnelle exercée chez l'employeur ainsi que les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice de celles-ci que le stagiaire ne maîtrise que partiellement ou pas du tout;

d) le cas échéant, lorsque l'employeur est une entreprise de travail intérimaire, l'utilisateur auprès duquel se déroule l'exécution du plan de formation-insertion; "

e) il est complété par les 7° à 9° rédigés comme suit :

" 7° le tuteur : l'employeur ou le travailleur désigné par l'employeur, agissant sous son autorité, chargé de la formation du stagiaire auprès de l'employeur pendant la durée de celle-ci et qui, sans préjudice des conditions supplémentaires, en ce compris les modalités financières, convenues sur la base d'une convention de collaboration entre les secteurs d'activités, l'Institut wallon de Formation en Alternance et indépendants et Petites et Moyennes Entreprises et la Région, répond à une des conditions suivantes :

a) il dispose d'une expérience professionnelle, prouvée par tous modes de preuves, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre de l'activité professionnelle visée par le P.F.I. d'au moins cinq années ou d'au moins deux années s'il a obtenu un titre de la filière de formation de chef d'entreprise dans la formation apprise;

b) il est détenteur d'un diplôme, d'une certification pédagogique ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation organisé, subventionné ou agréé par la Communauté française, la Communauté germanophone, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire française ou par le fonds de formation sectoriel compétent, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours du stagiaire, en tant que tuteur;

c) il est détenteur d'un certificat de compétence de tuteur en entreprise, en application de l'accord de coopération du 21 mars 2019 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences;

8° la prime d'encouragement : l'indemnité de formation que l'employeur verse mensuellement au stagiaire;

9° l'indemnité compensatoire : l'indemnité de formation que le FOREm verse mensuellement au stagiaire qui ne perçoit aucune allocation de chômage ou d'insertion ou de revenu d'intégration ou l'aide sociale financière. ";

2° à l'alinéa 3, le sigle " C.F.I. " est remplacé par " P.F.I. ";

3° il est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :

" Le Gouvernement peut modifier la définition visée à l'alinéa 1^{er}, 7°. "

Art. 3. À l'article 3 du même décret, le sigle " C.F.I. " est à chaque fois remplacé par le sigle " P.F.I. ".

Art. 4. À l'article 4 du même décret, les mots " contrat de formation-insertion " sont à chaque fois remplacés par les mots " plan de formation-insertion ".

Art. 5. À l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1) le sigle " C.F.I. " est à chaque fois remplacé par le sigle " P.F.I. " et les mots " contrat de formation-insertion " sont à chaque fois remplacés par les mots " plan de formation-insertion ";

2) au 3°, les mots " plan de formation " sont remplacés par les mots " programme de formation ";

3) le 4° est remplacé par ce qui suit :

" 4° désigne un ou plusieurs tuteurs; ";

4) le 5° est remplacé par ce qui suit :

" 5° assure le stagiaire contre les accidents de travail et les accidents sur le chemin du travail conformément à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ou conformément à la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public; ";

5) le 6° est remplacé par ce qui suit :

" 6° verse mensuellement la prime d'encouragement et rembourse les frais de déplacement dans les mêmes conditions que si le stagiaire était un travailleur; ";

6) au 8°, les mots " plan de formation " sont remplacés par les mots " programme de formation ";

7) le 9° est remplacé par ce qui suit :

" 9° occupe le stagiaire dans une unité d'établissement située en région de langue française, sans préjudice de la possibilité d'effectuer des missions dans des unités d'établissement situées dans d'autres régions; ";

8) au 11°, les mots " une convention d'immersion professionnelle " sont ajoutés entre les mots " une convention de stage en entreprise " et les mots " ou un contrat de formation alternée " et les mots " pendant une période de cinq ans " sont ajoutés après les mots " pour la même profession ";

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Le remboursement des frais de déplacement visés à l'alinéa 1^{er}, 6°, concerne les déplacements entre la résidence du stagiaire et le lieu d'occupation déclaré dans le plan de formation-insertion, entre la résidence du stagiaire et le centre de formation ainsi qu'entre la résidence du stagiaire et le lieu de mission repris à l'alinéa 1^{er}, 9°. ";

c) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

" Les montants et les modalités de calcul de la prime d'encouragement visée à l'alinéa 1^{er}, 6°, sont fixés par le Gouvernement. ";

d) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

" Le FOREm peut déroger de manière motivée à l'alinéa 1^{er}, 10°. ";

e) il est inséré un nouvel alinéa 5 entre l'alinéa 4 et l'ancien alinéa 5, devenu alinéa 6, rédigé comme suit :

" Lorsque l'employeur n'augmente pas l'effectif de son personnel à la suite de la conclusion du plan de formation-insertion et de l'engagement subséquent du stagiaire, le FOREm contrôle le respect de l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, 10°, selon les modalités déterminées par le Gouvernement. ";

2° sont insérés les paragraphes 1^{er}/1 et 1^{er}/2 rédigés comme suit :

" § 1^{er}/1. Au plus tard au terme du plan de formation-insertion, l'employeur engage le stagiaire dans les liens d'un contrat de travail dans la profession apprise, pour une durée au moins égale à la durée initiale du plan de formation-insertion.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'obligation d'engagement peut être remplie par :

1° l'entreprise cessionnaire en cas de transfert conventionnel d'entreprise;

2° l'utilisateur lorsque le plan de formation-insertion a été conclu dans le cadre d'un service de travail intérimaire au sens du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement.

L'obligation d'engagement visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas lorsque le plan de formation-insertion est rompu avant terme pour un cas de rupture unilatérale ou de commun accord.

§ 1^{er}/2. L'employeur qui envisage de résilier anticipativement le plan de formation-insertion en informe préalablement le FOREm et lui en fournit les motifs.

Le FOREm peut proposer une médiation entre l'employeur et le stagiaire. Le Gouvernement détermine les modalités de cette médiation.

L'employeur ne peut pas unilatéralement résilier anticipativement le plan de formation insertion sans motif grave.;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

" § 2. Lorsqu'un employeur ne respecte pas les dispositions prévues par ou en vertu du présent décret, le FOREm peut l'exclure du bénéfice du dispositif pour une durée d'un an, ou en cas de récidive, de deux à cinq ans, selon les modalités fixées par le Gouvernement. "

Art. 6. L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 6. § 1^{er}. Durant l'exécution du plan de formation-insertion, le stagiaire reste inscrit comme demandeur d'emploi inoccupé.

Sans préjudice de son éventuel droit aux allocations de chômage ou d'insertion, au revenu d'intégration ou à l'aide sociale financière, le stagiaire perçoit à charge du FOREm :

1° le cas échéant, l'indemnité compensatoire;

2° s'il a des enfants à charge, une indemnité dont le montant ainsi que les conditions et les modalités de versement sont arrêtés par le Gouvernement, pour couvrir les frais de milieu d'accueil, de garde d'enfant, de maison d'enfants ou de garderie scolaire attestés par le stagiaire.

§ 2. En cas de dommages causés par le stagiaire à l'employeur ou à des tiers dans l'exécution de son plan de formation-insertion, le stagiaire répond uniquement de son dol et de sa faute lourde.

Il répond uniquement de sa faute légère si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'occasionnel.

§ 3. Le stagiaire qui envisage de résilier anticipativement le plan de formation-insertion en informe préalablement le FOREm et lui en fournit les motifs.

Le FOREm peut proposer une médiation entre le stagiaire et l'employeur. Le Gouvernement détermine les modalités de cette médiation.

Le stagiaire ne peut pas unilatéralement résilier anticipativement le plan de formation insertion sans juste motif."

Art. 7. À l'article 7, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les mots " plan de formation " sont remplacés par les mots " programme de formation ";

2° au 4°, les mots " d'agrément des plans de formation " sont remplacés par les mots " de valider les programmes de formation-insertion " ; 3° le 5° est remplacé par ce qui suit :

" 5° le cas échéant, de payer mensuellement au stagiaire les indemnités visées à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2; " ; 4° le 6° est remplacé par ce qui suit :

" 6° de formuler, dans le cadre de la médiation visée à l'article 5, § 1^{er}/2, alinéa 2, et la médiation visée à l'article 6, § 3, alinéa 2, une recommandation préalablement à la rupture du P.F.I. qui se produit pendant ou hors de la période d'essai; " ;

5° au 9°, les mots " des contrats de formation-insertion " sont remplacés par les mots " du plan de formation-insertion; " ;

6° il est complété par les 10°, 11°, 12° et 13° rédigés comme suit :

" 10° de vérifier que le tuteur remplit les conditions énoncées par ou en vertu du présent décret;

11° de vérifier que l'opérateur de formation remplit les conditions énoncées par ou en vertu du présent décret;

12° en fin de stage anticipé ou non, rédiger avec l'employeur et le stagiaire une attestation qui détaille les compétences acquises durant le plan de formation-insertion;

13° en fin de stage, vérifier la condition d'engagement visée à l'article 5, § 1^{er}/1. "

Art. 8. À l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots " plan de formation " sont remplacés par les mots " programme de formation " ;

b) à l'alinéa 2, les mots " de manière numérique " sont insérés entre les mots " est introduite " et les mots " selon les modalités " ; 2° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots " de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie " sont remplacés par les mots " du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche " ;

b) à l'alinéa 2, les mots " de l'organisme qu'il représente " sont remplacés par les mots " du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie " ;

3° il est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

" § 5. Le Comité consultatif est le responsable du traitement des données des employeurs et des stagiaires communiquées dans le cadre de la demande introduite par l'employeur.

Le Comité consultatif conserve les données à caractère personnel visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée maximale de dix ans à partir de la communication à l'employeur de la décision visée au paragraphe 3. "

Art. 9. À l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les paragraphes 1^{er} à 3 sont remplacés par ce qui suit :

" § 1^{er}. Le FOREm déploie les moyens technologiques nécessaires pour permettre la mise en oeuvre, de manière numérique, des procédures prévues par ou en vertu du présent décret.

§ 2. Le FOREm, l'employeur et le stagiaire, chacun pour ce qui le concerne, peuvent effectuer leurs démarches de manière numérique.

§ 3. Le FOREm collecte, conserve et échange les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des missions confiées en vertu du présent décret.

Concernant les stagiaires, il s'agit des catégories de données suivantes :

1^o les données d'identification, dont les prénoms et noms et, afin de déterminer avec certitude cette identité, le numéro de registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2^o les données de contact;

3^o la qualité de demandeur d'emploi;

4^o les données relatives au plan de formation-insertion, en ce compris les données relatives au plan de formation;

5^o les données relatives à l'acquisition de compétences ou d'une expérience professionnelle;

6^o les données bancaires et relatives au nombre d'enfants à charge, nécessaires au paiement des allocations et indemnités;

7^o les données relatives au contrat de travail auprès de l'employeur subséquent au plan de formation-insertion ou, le cas échéant, d'un autre employeur.

Le FOREm traite les données des stagiaires conformément à l'article 4/1 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Concernant les employeurs, il s'agit des catégories de données suivantes :

1^o les données d'identification, à savoir la dénomination sociale, la forme juridique et les numéros d'entreprise et d'unité d'établissement;

2^o les données de contact, à savoir : l'adresse du siège social et les données de contact téléphonique et électronique;

3^o le secteur d'activité de l'employeur;

4^o les données relatives au suivi du dossier de l'employeur, en lien avec sa demande de plan de formation-insertion;

5^o les données relatives au suivi et à l'exécution du plan de formation-insertion;

6^o le cas échéant, les données d'identification et de contact des personnes de contact ou qui représentent l'employeur;

7^o les données nécessaires au recouvrement de créances nées en vertu du présent décret;

8^o les données relatives au nombre de travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale, tel qu'il résulte des cadres statistiques et des relevés nominatifs.

Le FOREm traite les données des employeurs conformément à l'article 4/2 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Concernant l'opérateur de formation, il s'agit des catégories de données suivantes :

1^o les données d'identification, à savoir : la dénomination sociale, la forme juridique et les numéros d'entreprise et d'unité d'établissement;

2^o les données de contact, à savoir : l'adresse du siège social et les données de contact téléphonique et électronique;

3^o les données relatives au dossier de l'opérateur de formation, en lien avec le plan de formation-insertion;

4^o le cas échéant, les données d'identification et de contact des personnes de contact ou qui représentent l'opérateur de formation.

Concernant le tuteur, il s'agit des catégories de données suivantes :

1^o les données d'identification, dont les prénoms et noms et, afin de déterminer avec certitude cette identité, le numéro de registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2^o les données permettant de vérifier s'il remplit les conditions pour être tuteur, à savoir, selon le cas :

a) son expérience professionnelle;

b) la détention d'un diplôme ou d'une certification pédagogique;

c) la détention d'un titre de compétence de tuteur en entreprise.

Le FOREm conserve les données de l'opérateur de formation pendant dix ans maximum à partir de la fin du plan de formation-insertion. "

2^o le paragraphe 4 est abrogé;

3^o au paragraphe 5, les mots " le droit à l'information " sont remplacés par les mots " le respect des droits " et les mots " Ces données sont traitées conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le FOREm garantit notamment le respect des droits des personnes concernées quant au traitement de leurs données. " sont abrogés; 4^o le paragraphe 6 est abrogé.

Art. 10. A l'article 12 du même décret, les mots " à l'article 5, alinéa 1^{er}, 5^o, 6^o et 9^o " sont remplacés par les mots " à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o et 10^o, et § 1^{er}/1 ».

Art. 11. L'article 13 du même décret est remplacé par ce qui suit :

" Art. 13. Lorsque l'employeur n'a pas respecté les obligations visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10^o, et § 1^{er}/1, le FOREm récupère auprès de l'employeur les avantages octroyés au stagiaire visés à l'article 6.

Le FOREm récupère par toute voie de droit les montants visés à l'alinéa 1^{er}. "

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2024.

Toutefois, il ne s'applique pas aux contrats de formation-insertion conclus avant le 1^{er} octobre 2024.

Namur, le 11 avril 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1642 (2023-2024) N^{os} 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 avril 2024

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203223]

11 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt gedeeltelijk, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 2 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding wordt als volgt gewijzigd:

1^o in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2^o worden de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door "plan voor een instapopleiding";

b) in 3^o worden de woorden "bedoeld bij artikel 79 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering" vervangen door de woorden "ingesteld krachtens artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders";

c) in 4^o worden de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding " vervangen door "plan voor een instapopleiding";

d) punt 6^o wordt vervangen door wat volgt:

"6^o opleidingsprogramma : de bijlage bij het plan voor een instapopleiding, die er volledig deel van uitmaakt en volgende minimuminhoud heeft:

a) de omschrijving van de beroepsactiviteit uitgeoefend bij de werkgever;

b) de naam van de mentor(en) belast met de opvolging en de begeleiding van de stagiair;

c) het opleidingsprogramma, zoals onderling opgebouwd door de werkgever en « FOREm », met oplijsting van de activiteiten eigen aan de beroepsactiviteit, uitgeoefend bij de werkgever, evenals de competenties nodig voor de uitoefening van desbetreffend beroep, die de stagiair slechts gedeeltelijk of niet helemaal beheerst;

d) in voorkomend geval, wanneer de werkgever een onderneming voor uitzendarbeid is, de gebruiker bij wie de uitvoering van het plan voor een instapopleiding zijn beslag krijgt.

e) het wordt aangevuld met de punten 7° en 9°, luidend als volgt:

7° de mentor: de werkgever of de door de werkgever aangestelde werknemer, handelend onder zijn gezag, belast met de opleiding van de stagiair bij de werkgever voor de duur van de opleiding en die, onverminderd de bijkomende voorwaarden, met inbegrip van de financiële voorwaarden, overeengekomen op basis van een samenwerkingsakkoord tussen de activiteitensectoren, het "Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) en het Gewest, voldoet aan één van de volgende voorwaarden:

a) hij beschikt over ten minste vijf jaar beroepservaring, die op enigerlei wijze is aangetoond, in het beroep dat hij geheel of gedeeltelijk heeft geleerd in het kader van de beroepsactiviteit die onder het plan voor een instapopleiding valt, of over ten minste twee jaar ervaring als hij een kwalificatie heeft behaald van het opleidingstraject voor bedrijfsleiders in de opleiding die hij heeft gevolgd;

b) hetzij houder zijn van een diploma of een pedagogisch getuigschrift of van een attest inzake mentor-opleiding, afgegeven door een onderwijs- of opleidingsinrichtingseenheid ingericht of erkend door de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie of door het relevante sectorale opleidingsfonds, waaruit blijkt dat hij beschikt over de nodige pedagogische kennis om het traject van de alternerende jongere als mentor te volgen;

c) hij beschikt over een bekwaamheidsattest als bedrijfsmentor, in overeenstemming met het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van competenties.

8° de aanmoedigingspremie: de opleidingsvergoeding die de werkgever maandelijks aan de stagiair betaalt;

9° de compenserende vergoeding: de opleidingsvergoeding die FOREm maandelijks betaalt aan de stagiair die geen werkloosheids- of inschakelingsuitkering of financiële sociale bijstand ontvangt. ";

2° in paragraaf 3, worden de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding" vervangen door "plan voor een instapopleiding";

3° er wordt een lid 4 ingevoegd, luidende:

"De Regering kan de definitie, bedoeld in het eerste lid, 7°, wijzigen. ".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding" telkens vervangen door de woorden "plan voor een instapopleiding".

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding" telkens vervangen door de woorden "plan voor een instapopleiding".

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding" telkens vervangen door de woorden "plan voor een instapopleiding" worden de woorden "overeenkomst voor een instapopleiding" telkens vervangen door de woorden "plan voor een instapopleiding";

2) in 3°, worden de woorden "opleidingsplan" vervangen door de woorden "opleidingsprogramma";

3) punt 4° wordt vervangen door wat volgt:

"4° wijst één of meerdere mentoren aan;";

4) 5° wordt vervangen door wat volgt:

"5° verzekert de stagiair tegen arbeidsongevallen en ongevallen op weg van en naar het werk overeenkomstig de wet van 10 april 1971 inzake arbeidsongevallen of overeenkomstig de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector;";

5) punt 6° wordt vervangen door wat volgt:

"6° stort de maandelijkse aanmoedigingspremie en betaalt de verplaatsingskosten terug onder dezelfde voorwaarden als wanneer de stagiair een werknemer zou zijn;";

6) in 8°, worden de woorden "opleidingsplan" vervangen door de woorden "opleidingsprogramma";

7) punt 9° wordt vervangen door wat volgt:

"9° stelt de stagiair tewerk in een vestigingseenheid gelegen in een Franstalig gewest, onverminderd de mogelijkheid om opdrachten uit te voeren in vestigingseenheden gelegen in andere gewesten;";

8) in 11° worden de woorden ", een beroepsinlevingsovereenkomst"" toegevoegd tussen de woorden "een bedrijfsstageovereenkomst" en de woorden "of een overeenkomst voor een alternerende opleiding" en worden de woorden "voor een periode van vijf jaar" toegevoegd na de woorden "voor hetzelfde beroep";

b) lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"De vergoeding van reiskosten, vermeld in paragraaf 1, 6°, betreft de verplaatsingen tussen de woonplaats van de stagiair en de in het plan voor een instapopleiding opgegeven plaats van tewerkstelling, tussen de woonplaats van de stagiair en het opleidingscentrum en tussen de woonplaats van de stagiair en de plaats van de opdracht, bedoeld in paragraaf 1, 9°. ";

c) lid 3 wordt vervangen door wat volgt:

"De bedragen en de berekeningswijze van de aanmoedigingspremie bedoeld in paragraaf 1, 6°, worden vastgesteld door de Regering. ";

d) lid 4 wordt vervangen door wat volgt:

"FOREm kan gemotiveerd afwijken van paragraaf 1, 10°. ";

e) een nieuw lid 5 wordt ingevoegd tussen lid 4 en het voormalige lid 5, nu lid 6, dat als volgt luidt :

"Wanneer de werkgever na het afsluiten van het plan voor een instapopleiding en de daaropvolgende indienstneming van de stagiair het aantal werknemers niet verhoogt, ziet FOREm toe op de naleving van de verplichting, bedoel in paragraaf 1, 10°, overeenkomstig de door de Regering bepaalde procedures. ";

2° de paragrafen 1/1 en 1/2 worden ingevoegd, luidend als volgt:

" § 1/1. De werkgever neemt de stagiair uiterlijk in dienst na afloop van het plan voor een instapopleiding, in het kader van een arbeidsovereenkomst in het aangeleerde beroep, voor een duur die minstens gelijk is aan de initiële duur van het plan voor een instapopleiding

In afwijking van lid 1 mag de verplichting tot indienstneming worden nagekomen door :

1° de overnemende onderneming in geval van overgang van de onderneming krachtens overeenkomst

2° de gebruiker wanneer het plan voor een instapopleiding is afgesloten in het kader van een uitzendarbeid in de zin van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus.

De verplichting bedoeld in lid 1, is niet van toepassing wanneer het plan de overeenkomst voor een instapopleiding beëindigd wordt voor afloop ervan voor een geval van eenzijdige breuk of van breuk in onderlinge overeenstemming.

§ 1/2. Als de werkgever van plan is om het plan voor een instapopleiding voortijdig te beëindigen, moet hij FOREm hiervan vooraf op de hoogte stellen met opgave van redenen.

FOREm kan bemiddeling aanbieden tussen de werkgever en de stagiair. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze bemiddeling.

De werkgever mag het plan voor een instapopleiding niet eenzijdig voortijdig beëindigen zonder ernstige reden.";

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

" § 2. Wanneer een werkgever niet voldoet aan de bepalingen vastgesteld bij of krachtens dit besluit, kan FOREm hem uitsluiten van de regeling voor een periode van één jaar, of in geval van recidive, van twee tot vijf jaar, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures. "

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 6. § 1. Tijdens de uitvoering van het plan voor een instapopleiding blijft de stagiair ingeschreven als niet-tewerkgestelde werkzoekende.

Onverminderd enig recht op werkloosheids- of integratie-uitkeringen, het leefloon of financiële sociale bijstand, ontvangt de stagiair, op kosten van FOREm :

1° in voorkomend geval, de compenserende vergoeding;

2° als hij kinderen ten laste heeft, een vergoeding waarvan het bedrag, evenals de stortingsvoorwaarden en -regels vastgesteld zijn door de Regering, om de kosten te dekken inzake kinderopvang, kinderonthaal, kinderdagverblijf, kinderopvang bewezen door de stagiair.

§ 2. Bij schade die de stagiair tijdens de uitvoering van het plan voor een instapopleiding toebrengt aan de werkgever of aan derden, is de stagiair alleen aansprakelijk voor bedrog of grove nalatigheid.

Hij is alleen aansprakelijk voor lichte nalatigheid als deze eerder gewoonte dan incidenteel is.

§ 3. Als de stagiair van plan is om het plan voor een instapopleiding voortijdig te beëindigen, moet hij FOREm hiervan vooraf op de hoogte stellen met opgave van redenen.

FOREm kan bemiddeling aanbieden tussen de werkgever en de stagiair. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze bemiddeling.

De werkgever mag het plan voor een instapopleiding niet eenzijdig voortijdig beëindigen zonder ernstige reden.".

Art. 7. In artikel 7, lid 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 3°, worden de woorden "opleidingsplan" vervangen door de woorden "opleidingsprogramma";

2° in 4° worden de woorden "de opleidingsplannen en de duur ervan erkennen" vervangen door de woorden "de opleidingsprogramma's en de duur ervan valideren"; 3° 5° wordt vervangen door wat volgt :

"5° de stagiair maandelijks de vergoedingen bedoeld in artikel 6, § 1, lid 2, betalen"; 4° 6° wordt vervangen door wat volgt:

"6° om in het kader van de bemiddeling bedoeld in artikel 5, § 1/2, tweede lid, en de bemiddeling bedoeld in artikel 6, § 3, tweede lid, een aanbeveling te formuleren vóór de beëindiging van het plan voor een instapopleiding die plaatsvindt tijdens of buiten de proefperiode;"

5° in 9° worden de woorden "van overeenkomsten voor een instapopleiding" vervangen door "van het plan voor een instapopleiding";

6° het artikel wordt aangevuld met de punten 6° 10°, 11°, 12° en 13°, luidend als volgt:

"10° nagaan of de mentor voldoet aan de bij of krachtens dit besluit gestelde voorwaarden;

"11° nagaan of de opleidingsverstrekker voldoet aan de bij of krachtens dit decreet gestelde voorwaarden;

12° aan het einde van de stage, al dan niet vervroegd, samen met de werkgever en de stagiair een attest opstellen met de vaardigheden die tijdens het plan voor een instapopleiding werden verworven;

13° op het einde van de stage de voorwaarde van indienstneming bedoeld in artikel 5, § 1/1 nakijken. "

Art. 8. In artikel 8 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 wordt het woord "opleidingsplan" vervangen door het woord "opleidingsprogramma";

b) in paragraaf 2 worden de woorden "in digitale vorm" ingevoegd tussen de woorden "bepaalde modaliteiten" en het woord "ingediend"; 2° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1, 2°, worden de woorden "van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek";

b) in lid 2 worden de woorden "van de instellingen die zij vertegenwoordigen" vervangen door de woorden "van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie"" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië);

3° hij wordt aangevuld met paragraaf 5, luidend als volgt:

“ § 5. Het Raadgevend Comité is verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens van de werkgever en de stagiair die worden ingediend als onderdeel van de aanvraag van de werkgever.

Het Raadgevend Comité bewaart de in lid 1 bedoelde persoonsgegevens maximaal tien jaar vanaf de datum waarop de in paragraaf 3 bedoelde beslissing aan de werkgever is meegedeeld. ”.

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de paragrafen 1 tot en met 3 worden vervangen als volgt :

“ § 1. FOREm zet de nodige technologische middelen in om de procedures voorzien bij of krachtens dit decreet digitaal te kunnen uitvoeren.

§ 2. FOREm, de werkgever en de stagiair, elk op hun eigen manier, kunnen hun procedures digitaal uitvoeren.

§ 3. FOREm verzamelt, bewaart en wisselt de persoonsgegevens uit die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten die haar krachtens dit decreet zijn toevertrouwd.

Met betrekking tot stagiairs gaat het om de volgende categorieën gegevens:

1° de identificatiegegevens, met inbegrip van de voor- en achternaam en, om deze identiteit met zekerheid vast te stellen, het rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, of bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van en de sociale zekerheid;

2° de contactgegevens;

3° de hoedanigheid van werkzoekende;

4° de gegevens met betrekking tot het plan voor een instapopleiding, met inbegrip van gegevens met betrekking tot het opleidingsplan;

5° de gegevens met betrekking tot het verwerven van vaardigheden of beroepservaring;

6° de bankgegevens en gegevens over het aantal kinderen ten laste die vereist zijn voor de betaling van de uitkeringen en vergoedingen;

7° de gegevens met betrekking tot de arbeidsovereenkomst met de werkgever die het plan voor een instapopleiding volgt of, in voorkomend geval, met een andere werkgever.

FOREm verwerkt de gegevens van de stagiairs overeenkomstig artikel 4/1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi”(Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling.

Met betrekking tot de werkgevers gaat het om de volgende categorieën gegevens:

1° de identificatiegegevens, d.w.z. handelsnaam, rechtsvorm en de bedrijfsnummer en nummer van de bedrijfseenheid;

2° de contactgegevens, d.w.z. het adres van de maatschappelijke zetel en de contactgegevens per telefoon en e-mail;

3° de activiteitssector van de werkgever;

4° de gegevens met betrekking tot de opvolging van het dossier van de werkgever, in het kader van zijn aanvraag voor een plan voor een instapopleiding;

5° de gegevens met betrekking tot de opvolging en de uitvoering van het plan voor een instapopleiding;

6° indien van toepassing, de identificatie en contactgegevens van de contactpersonen of personen die de werkgever vertegenwoordigen;

7° de gegevens die nodig zijn voor de invordering van schuldvorderingen die voortvloeien uit dit decreet;

8° de gegevens met betrekking tot het aantal werknemers aangegeven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zoals blijkt uit de statistische kaders en nominatieve opgaven.

FOREm verwerkt de gegevens van de werkgevers overeenkomstig artikel 4/2 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi”(Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling).

Met betrekking tot de opleidingsverstrekker gaat het om de volgende categorieën gegevens:

1° de identificatiegegevens, d.w.z. handelsnaam, rechtsvorm en de bedrijfsnummer en nummer van de bedrijfseenheid;

2° de contactgegevens, d.w.z. het adres van de maatschappelijke zetel en de contactgegevens per telefoon en e-mail;

3° de gegevens met betrekking tot het dossier van de opleidingsverstrekker, in het kader van zijn aanvraag voor een plan voor een instapopleiding;

4° indien van toepassing, de identificatie en contactgegevens van de contactpersonen of personen die de opleidingsverstrekker vertegenwoordigen;

Met betrekking tot de mentor gaat het om de volgende categorieën gegevens:

1° de identificatiegegevens, met inbegrip van de voor- en achternaam en, om deze identiteit met zekerheid vast te stellen, het rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, of bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van en de sociale zekerheid;

2° de gegevens die ons toelaten na te gaan of hij voldoet aan de voorwaarden om mentor te zijn, namelijk, in voorkomend geval :

- a) zijn professionele ervaring;
- b) in het bezit zijn van een diploma of onderwijscertificaat;
- c) in het bezit zijn van een bekwaamheidsattest van bedrijfsmentor.

FOREm bewaart de gegevens van de opleidingsverstrekker maximaal tien jaar vanaf het einde van het plan voor een instapopleiding. ”;

2° paragraaf 4 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 5 worden de woorden “het recht op informatie” vervangen door de woorden “de eerbiediging van de rechten” en de woorden “Deze gegevens worden verwerkt overeenkomstig Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens. « FOREm » waarborgt met name het recht op informatie van de betrokkenen wat de verwerking van de persoonsgegevens betreft. 4° paragraaf 6 wordt opgeheven;

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de woorden “van artikel 5, § 1, 5°, 6° en 9°” vervangen door de woorden “van artikel 5, § 1, eerste lid, 6° en 10°, en § 1/1”.

Art. 11. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 13. Wanneer de werkgever de verplichtingen, bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 10°, en § 1/1, niet is nagekomen, vordert FOREm de aan de stagiair toegekende voordelen, bedoeld in artikel 6, terug van de werkgever.

FOREm recupereert de bedragen bedoeld in het lid met elk rechtsmiddel § 1. ”.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2024.

Het is echter niet van toepassing op de overeenkomsten instapopleiding die vóór 1 oktober 2024 zijn gesloten.

Namen, 11 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1642 (2023-2024) Nrs. 1 tot 5

Volledig verslag, plenaire zitting van 10 april 2024

Bespreking.

Stemming.